

PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale  
des territoires**

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

**AP n° 2017-MD-26-IC**  
**AP**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**à l'encontre de la société SUNDESHY de respecter certaines prescriptions concernant l'exploitation de ses activités de  
déshydratation de fourrage situées sur la commune de FRANCHEVILLE (51240)**

**le Préfet de la Marne**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.170-1 et suivants ;  
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter N° 2013-A-70-IC du 5 juillet 2013 ;  
VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2017 établis à l'issue de la visite d'inspection du 22 juin 2016 ;  
VU l'arrêté préfectoral n°DS 2016-094 en date du 18 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne ;

CONSIDÉRANT que la société SUNDESHY exploite sur le territoire de la commune de Francheville (51240) une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;  
CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 8 novembre 2013, l'inspection des installations classées a constaté le non respect des prescriptions des articles 5.1.2 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé ;  
CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 22 juin 2016, l'inspection des installations classées a de nouveau constaté le non respect des prescriptions des articles 5.1.2 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé ;  
CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement en particulier pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques ;  
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de contraindre la société SUNDESHY à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;

**Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de Territoires de la Marne,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

La société SUNDESHY répertoriée selon son numéro SIRET 329 737 142 00011, dont le siège social est situé route de Pogny à Francheville (51240), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de se conformer aux prescriptions du titre 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 juillet 2013 relatif à la gestion des déchets.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :**

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux mauvaises conditions de gestion et de stockage de ses déchets, conformément aux articles 5.1.2 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2013 susvisé.

### **ARTICLE 3 :**

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas de mesures complémentaires qui pourront être imposées ultérieurement à l'exploitant.

### **ARTICLE 4 : SANCTIONS**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement des installations, jusqu'à exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 euros et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 euros applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

### **ARTICLE 5 : DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET DIFFUSION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Grand-Est, le directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction territoriale de l'ARS, à la DIRECCTE, à la DDT - service urbanisme, au service interministériel de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de FRANCHEVILLE qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé à Monsieur VERVAEKE, société SUNDESHY, route de Pogny, 51240 FRANCHEVILLE

Monsieur le Maire de FRANCHEVILLE procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

L'affichage permanent de conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le

14 MAR. 2017

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Denis GAUDIN

### **RECOURS**

*En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :*

*1 °- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;*

*2 °- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*